

CE MONDE QUI BOUGE

Le plus va-t-en-guerre des Présidents
français est parti... sans gloire

Ce 14 mai, en regardant Emmanuel Macron descendre les Champs-Élysées et marquer un arrêt à l'endroit où un policier a été tué le 20 avril dernier, je ne pouvais pas m'empêcher de penser à ces milliers d'Algériens brutalement chargés par la police française sur cette même avenue le 17 Octobre 1961, épisode qu'évoque Smaïl Goumeziane dans *Fils de Novembre* (Ed. Edif 2000). Son père et lui (il avait 16 ans) ne durent leur salut que grâce à la patronne d'un bar situé dans une rue latérale, qui les avait cachés dans la cuisine du bistrot.

Par Hassane Zerrouky
hzerrouky@hotmail.com

Il importe de rappeler ces faits et d'autres, comme la mort de ces sept ouvriers algériens tués par balles le 14 juillet 1953 place de la Nation, pour avoir scandé des slogans indépendantistes et brandi l'emblème algérien, lors d'une manifestation organisée par la CGT et le PCF, si l'on veut réconcilier les mémoires car rien n'est plus cruel que la culture de l'oubli.

Fermons la parenthèse. Le social-libéral Emmanuel Macron succède donc à François Hollande. De ce dernier, on retiendra cette image – c'était le 13 janvier dernier à Gao au Mali – d'un Président français en fin de mandat, faisant une sorte d'adieu aux armes aux 4 500 militaires de la force française Barkhane, quatre ans après l'opération Serval, nom de code de l'intervention française de janvier 2013 au Mali, opération ayant permis de stopper l'offensive djihadiste sur Bamako. Fin décembre 2013, à l'instar de Nicolas Sarkozy qui s'était rendu en septembre 2011 à Benghazi (Libye) fêter la chute de Kadhafi avec son ami Bernard-Henri Lévy (BHL), Hollande était allé prendre un bain de foule à Tombouctou, sans toutefois BHL dans ses bagages.

Juste avant Tombouctou, c'était l'opération Sangari : l'ex-soldat Hollande volait au secours de la Centrafrique aux mains du putschiste Michel Djotodia et des milices islamistes de la Séléka depuis mars 2013. Michel Djotodia, qui avait renversé le corrompu François Bozizé, est chassé du pouvoir par les militaires français. Mais, malgré l'intervention française, l'ex-pays de feu Bokassa, qui s'était proclamé empereur de la Centrafrique en décembre 1977, avec l'appui de son ami l'ex-Président français Giscard d'Estaing que l'autocrate centrafricain avait remercié en l'arrosant de diamants, est loin d'être tiré d'affaire : le pays est, depuis, plongé dans le chaos.

Après Serval, Sangari, Barkhane, la France se lance en septembre 2014 dans une nouvelle intervention guerrière : l'opération Chamal en Irak, contre Daesh qui venait d'établir un Etat à cheval sur l'Irak et la Syrie. Un an plus tard, le 27 septembre 2015, Chamal est étendu à la Syrie : les avions français bombardent Raqqa, le fief de Daesh. Au total, entre septembre 2014 et mars 2017, plus de 6 000 sorties aériennes ont été effectuées en Irak et en Syrie.

L'ex-soldat Hollande a quand même un regret : Sarkozy avait eu la peau de Kadhafi, lui aurait voulu avoir celle de Bachar Al-Assad. Par la faute de Barack Obama qui, non convaincu que l'armée de Bachar aurait fait usage d'armes chimiques contre ses adversaires, avait refusé de bombarder Damas. Reste que la décision du chef d'Etat français d'intervenir en Syrie, officiellement contre Daesh, a sans doute poussé la Russie à intervenir à son tour en Syrie le 30 septembre, trois jours après les premiers bombardements français.

L'entrée en guerre de la Russie en Syrie, puis la chute d'Alep un an plus tard, le 7 décembre 2016, ont donc fini par ruiner le rêve de Hollande d'en découdre et d'en finir avec Bachar Al-Assad. Résigné, lui qui répétait sur tous les toits qu'il n'est pas question que le dictateur syrien fasse partie d'une solution de sortie de crise, basée sur un compromis acceptable par tous les protagonistes syriens, ne posait plus le départ de Bachar comme un préalable à des négociations de paix. Et suprême humiliation, la France n'est plus invitée à la table de négociations. Quant à ses «amis syriens», dont l'ex-CNS (Conseil national syrien) que la France avait reconnu prématurément dès 2012, après avoir déclaré persona non grata M^{me} Lamia Chakkour, l'ambassadrice de Syrie à Paris, Hollande les a tout bonnement abandonnés en rase campagne. En résumé, celui qui aura été le Président le plus interventionniste, pour ne pas dire le plus va-t-en-guerre, des dirigeants français de la 5^e République – il aura fait quatre guerres – a quitté sans gloire le pouvoir : aucun objectif guerrier qu'il s'était fixé n'a été atteint et les islamistes-wahhabites sont toujours là. L'avenir nous dira si sous le mandat d'Emmanuel Macron, Paris va se livrer à un inventaire salutaire de sa politique étrangère, renoncer à l'atlantisme, pour ne pas dire impérialiste, avec lequel avaient renoué Nicolas Sarkozy puis François Hollande. Contrairement à Jacques Chirac...

H. Z.

FOYERS DE TENSION SUR LE CONTINENT AFRICAIN

Les vérités de Smaïl Chergui

Le Sénat s'est montré avide de détails sur les foyers de tension qui minent la région. Smaïl Chergui, commissaire pour la paix et la sécurité en Afrique, a dû faire face à de nombreuses questions s'y rapportant lors de son passage hier au sein de la Chambre haute.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Ces questions n'ont pas toutes trouvé réponse. L'invité de l'institution a fait en sorte de se cantonner dans son rôle de représentant du continent africain chargé d'une mission de paix et de sécurité. Mais certains sénateurs ont fait passer leur message en démontrant une préoccupation particulière pour les tensions générées par les récents propos tenus par de hauts responsables marocains.

«Dites-nous comment vous interprétez les nouvelles déclarations marocaines. Que cherche le Makhzen ?» martèle l'un d'eux malgré l'insistance du président de la Commission des affaires étrangères à vouloir limiter les intervenants à une seule question.

Smaïl Chergui se garde de tout commentaire sur le sujet. Sa réponse s'est fait entendre quelques instants plus tôt lors d'une allocution où il évoque l'existence de jeux malsains



Smaïl Chergui.

dans un Sahel pourtant menacé par de nombreux dangers, tels que les groupes terroristes «et ni Al-Qaïda ni Daesh ne sont de nos inventions». Réponse diplomatique, la seule du genre, depuis les très graves propos tenus par un haut responsable à la sécurité marocaine qui accusait l'Algérie d'avoir «créé des groupes terroristes». Les sénateurs irrités par cette nouvelle provocation ont fait entendre leur voix.

L'Algérie officielle refuse une nouvelle fois de se laisser entraîner dans une polémique inutile qui ne servirait qu'à aider ses détracteurs à détourner leur opinion interne des véritables problèmes auxquels est confronté le Maroc.

Smaïl Chergui a cependant émis le souhait de voir le problème du Sahara occidental se dénouer rapidement. L'adhésion du Maroc à l'Union africaine où il siège à présent aux côtés de la RASD (République arabe sahraouie

démocratique) «me laisse espérer une solution immédiate au conflit du Sahara occidental qui n'a que trop duré», dit-il. Il poursuit : «Le Conseil pour la paix et la sécurité africain a affiché des positions concernant la cause sahraouie et a proposé la relance d'une commission présidentielle qui existait auparavant, dans une tentative de trouver une solution à cette question (...) le peuple sahraoui n'a que trop souffert (...)».

L'Afrique, comme la région du Sahel, sont, dit-il des zones où s'exercent des influences qui retardent ou empêchent carrément les solutions dans les pays en proie à de graves crises. La Libye en est un exemple probant. «La Libye est un pays riche, convoité, et les interférences peuvent aggraver la situation aux retombées immédiates sur la région. Plus de 60 millions d'armes se trouvent dans ce pays, et il y a plus grave, car des armes ultra-sophistiquées

ont été introduites dernièrement. C'est une véritable menace pour les Libyens et pour nous tous car certaines de ces armes ont déjà été acheminées vers le nord du Mali et le Sahel où se trouvent des groupes de terroristes et des contrebandiers en nombre, de ce fait, ils pourraient devenir plus puissants que des armées elles-mêmes. Ce n'est pas normal, il faut faire vite pour résoudre la crise libyenne.» Le commissaire à la paix et la sécurité en Afrique a ensuite annoncé que le Conseil préparait actuellement une délégation ministérielle qui devrait se rendre, dans le courant du mois de mai, en Libye pour apporter sa contribution au règlement de la crise. Interpellé par un journaliste au sujet du rôle trouble joué par les Emirats arabes unis en Libye, Smaïl Chergui a répondu que ce pays n'était pas le seul à agir dans la région mais que beaucoup d'autres Etats le faisaient aussi «ce qui risque d'aggraver la situation (...) les Libyens doivent résoudre leur crise entre eux, sans interférence».

Après un exposé global sur la situation prévalant en Afrique, le conférencier revient une fois de plus sur le Sahel, le Mali plus exactement où, dit-il, l'Algérie a joué un rôle qui a probablement évité à ce pays une très grosse catastrophe. «A présent, il y a un processus de paix qu'il faut relancer.» Smaïl Chergui a dit ses vérités...

A. C.

APRÈS SA SORTIE DE L'UNION EUROPÉENNE

L'Algérie étudie des possibilités d'accords avec le Royaume-Uni

Le Conseil d'Affaires algéro-britannique (UKABC) a organisé hier en partenariat avec l'Agence algérienne de promotion des exportations (Algex) une journée d'information sur «le marché du Royaume-Uni : perspectives après le Brexit et opportunités d'exploitation». L'objectif est de faciliter et maximiser les flux commerciaux entre l'Algérie et le Royaume-Uni, et le Conseil d'affaires algéro-britannique (UKABC) et à créer une dynamique pour de nouvelles opportunités d'investissement entre l'Algérie et le Royaume-Uni, notamment après sa sortie de l'Union européenne.

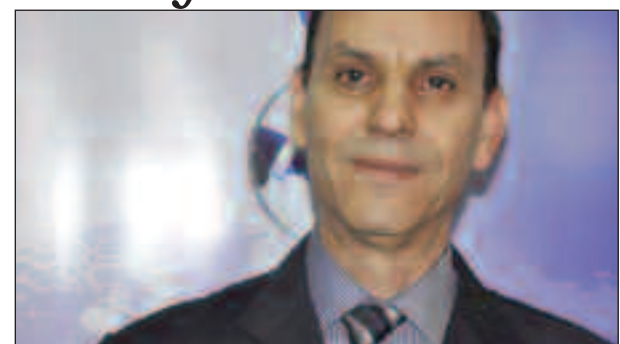
Younès Djama - Alger (Le Soir) - Cet événement se veut aussi, selon Hocine Bobtina, secrétaire général d'Algex, une occasion de promouvoir le partenariat commercial et industriel entre le Royaume-Uni et l'Algérie, augmenter les flux de commerce et d'investissement et créer un réseau d'affaires entre les deux pays.

Le même responsable a indiqué en marge de cette journée que l'Algérie est en train d'étudier des possibilités de mettre en place des accords avec le Royaume-Uni après sa sortie de l'Union européenne.

Pour M. Bobtina, l'Algérie a beaucoup d'opportunités pour développer les relations entre les deux pays et ce, après la sortie effective du Royaume-

Uni de l'UE. «Le secteur de l'agriculture pourra être porteur des exportations algériennes vers le Royaume-Uni, mais seulement les Algériens doivent s'organiser pour pouvoir pénétrer ce marché exigeant», a-t-il déclaré. Cependant, les différents participants ont évoqué plusieurs obstacles qui freinent l'évolution des relations entre les deux pays.

La question de l'acquisition des visas aux opérateurs économiques algériens a été à la tête des revendications. «Lors du dernier Salon international de Londres, une trentaine de demandes de visas d'opérateurs économiques algériens ont été refusées», a indiqué un participant à cet événement qui souligne que ce



Hocine Bobtina.

n'est pas la première fois qu'on refuse des visas aux Algériens mais «nos compatriotes sont confrontés souvent à ce genre de problèmes».

Rappelons que l'Algérie occupe le 48^e rang sur la liste globale des fournisseurs du Royaume-Uni avec une valeur de 1,1 milliard de dollars. Et le troisième fournisseur africain du Royaume-Uni avec une valeur de 1,13 milliard de dollars, soit une proportion de 6,7%. La tendance des exportations algériennes vers le Royaume-Uni au cours de la période 2013-2016 est en nette baisse, la valeur est passée de 7 milliards de dollars en 2013 à 1,1 milliard de dollars en 2016, soit une diminution de 84%. Cette baisse est due essentiellement à la baisse

des prix du pétrole. En 2016, les exportations algériennes vers le Royaume-Uni en produits agroalimentaires ont enregistré une valeur de 2 millions de dollars, soit une part de 0,2% du total des exportations. La valeur des produits industriels exportés par l'Algérie vers ce pays a atteint 54 millions de dollars soit 4,8 du total des exportations. Le secteur des hydrocarbures occupe la première place avec 95% des exportations vers ce pays.

Les principaux produits exportés par l'Algérie au Royaume-Uni sont les hydrocarbures (95%), les engrais, l'ammoniac, le beurre, la graisse et l'huile de cacao, mélasses résultant de l'extraction ou du raffinage du sucre.

Y. D.